

## **Bosnie-Herzégovine : les Américains sur la défensive**

**Les Européens ont enfin commencé à reprendre l'initiative politique en Bosnie-Herzégovine. Dans un domaine que les Américains considèrent comme leur chasse gardée : la défense et la sécurité.**

La réforme de l'armée bosnienne a été lancée en 2003 par le Haut représentant de l'époque, l'Américain Robert Beecroft. Elle tient d'autant plus à cœur aux Américains qu'elle incarne sous deux aspects leur mainmise sur le pays. D'une part, symboliquement, cette armée doit regrouper les trois nationalités – Serbes, Bosniaques et Croates – sous couvert de réconciliation, afin d'entériner la composition trinationale de la Bosnie-Herzégovine et de promouvoir le multiculturalisme ; d'autre part, stratégiquement, cette réforme est l'une des principales conditions à l'adhésion de la Bosnie-Herzégovine au Partnership for Peace, l'antichambre de l'OTAN – sachant que les Américains font tout pour que la Bosnie-Herzégovine adhère à l'OTAN avant d'intégrer l'Union européenne. Lors de la passation de pouvoir de l'OTAN à l'EUFOR (European Force) en 2004, les Américains ont fait en sorte de garder la haute main sur la réforme de la défense, au travers de la Defence Reform Commission (DRC), co-présidée par Raffi Gregorian, membre du Département d'Etat américain – une attitude qui, à l'époque, avait fait grincer des dents dans plusieurs chancelleries européennes. Depuis, face aux réticences affichées par les Bosniens (notamment les Serbes), les Américains ont dû imposer leur réforme aux forceps ; l'Anglais Paddy Ashdown, alors Haut représentant, en a été réduit à menacer Dragan Kalinić, président du SDS (principal parti nationaliste de Republika Sprska) de dissoudre sa formation pour le contraindre à voter le texte au parlement de Banja Luka le 30 août 2005.

L'autoritarisme anglo-saxon se manifeste à d'autres niveaux, non sans une certaine légèreté. Sur le plan juridique, on assiste, comme le dit un conseiller politique international, à « *un bricolage législatif* » qui consiste à introduire des normes de droit anglo-saxon dans un corpus de droit romain germanique, sans considération pour la cohérence de l'ensemble. On répond aux protestations des juristes bosniens en disant en substance que « *le droit romain germanique est dépassé* ». Les Anglo-Saxons refusent toute critique, convaincus d'avoir suffisamment fait la démonstration de leur suprématie. Faute de discuter, les Serbes ne se privent pas de rigoler. Le Legal Working Group – qui gère deux lois clés de la réforme de la défense : la loi sur la défense et la loi sur le service des forces armées – a voulu transférer une partie des pouvoirs de police aux services secrets, en contradiction avec la loi sur la sécurité civile ; il a donc fallu modifier la loi sur les services secrets. Autre incohérence : à la rubrique des

biens mobiliers de l'armée, les Anglo-Saxons n'ont pas mentionné l'armement, créant un vide juridique qui a fait paniquer les Américains ; amusés, les Serbes les ont brocardés : « *Attention, on va en profiter pour vendre les armes !* ». Un conseiller politique international constate : « *Ces juristes anglo-saxons, democracy builders qui viennent fanfaronner sur un terrain d'opération facile, sont des seconds couteaux, de jeunes diplômés dont c'est la première expérience et qui font n'importe quoi.* » De fait, « *on se rend compte que chacun a bricolé dans son coin, que ce soit dans la réforme des services secrets, de la police, de l'armée ou de la sécurité civile. En gros, l'OHR<sup>1</sup> distribuait les cartes sans véritable plan d'ensemble.* »

### **Un audit de la réforme de la sécurité**

Cependant, derrière ce désordre apparent, « *les atlantistes forment un réseau informel* » : Américains, Anglais et Canadiens « *se sont partagés les postes clés, à l'OTAN, l'UE ou l'OHR, et ils jouent la même partition de façon concertée* », l'objectif, selon un conseiller de l'EUFOR, étant « *de contrôler la politique de la défense* ». Face à ce constat, certains ont décidé de réagir. En particulier, le général allemand Christian Millotat. Responsable du département de coopération en matière de sécurité de l'OSCE, il a été recommandé comme conseiller auprès de Christian Schwarz-Schilling (Haut représentant depuis janvier 2006) par le gouvernement allemand. A son arrivée, il a épluché toute la documentation (mandats, attributions et résolutions) pour remettre les choses à plat. Il s'est aperçu par exemple que le département dont il avait pris la tête n'avait plus d'argent et était financé directement par le Département d'Etat américain. Après avoir analysé les mandats en cours, il a également déclaré à un Raffi Gregorian stupéfait qu'il était « *un imposteur* » et qu'il n'avait rien à faire dans la réforme de la défense. Le général Millotat a par ailleurs ironiquement loué le MPRI, ses mérites et ses compétences, sachant que le MPRI participe à la réforme de la défense sans la moindre attribution officielle et qu'il est particulièrement mal vu en Republika Srpska pour son rôle pendant la guerre. Surtout, le général Millotat a déclaré à Schwarz-Schilling que la réforme de la défense était un vaste capharnaüm et qu'il fallait y mettre de l'ordre. Schwarz-Schilling a donc demandé un audit global de l'ensemble de la réforme de la sécurité, audit qui sera conduit par l'Autrichien Heinz Vetschera (numéro 2 de l'EU Monitoring Mission, organe d'analyse bien réputé dans les Balkans). Le dossier doit être rendu à l'automne pour qu'une décision soit prise début janvier, en vue de l'ouverture d'un nouveau chantier de la réforme de la sécurité. Les Allemands mènent une action de lobbying en ce sens auprès de la PESD, pour accroître les pouvoirs de l'EUFOR et notamment permettre la prise en charge de l'entraînement tactique des forces armées bosniennes (ce dont découlent leur équipement et leur armement).

Le nouveau Haut représentant, Christian Schwarz-Schilling (ancien ministre CDU des Postes et Télécommunications de 1982 à 1992), a surpris et déçu les Anglo-saxons en poussant à la réduction de ses pouvoirs. Pour responsabiliser les Bosniens, argumente-t-il, il faut les laisser entre eux plutôt que tout décider à leur place. Plus inquiétant pour les Anglo-Saxons : Schwarz-Schilling souhaite transformer son poste en Bureau du Représentant spécial de l'UE, d'ici à l'été 2007. L'ambassadeur américain Douglas McElhaney craint que les Anglo-Saxons soient peu à peu éjectés. Les Américains – qui ont mis en place toutes sortes de structures (comme le NATO Advisory Team) pour apprendre l'anglais aux militaires bosniens, leur enseigner la doctrine stratégique atlantiste, les envoyer en stage aux Etats-Unis... – commencent donc à avancer leurs pions pour occuper davantage de postes clés, même sous direction européenne. Ce faisant, ils pourraient créer un fâcheux précédent : le fait d'intégrer des Américains, à des postes importants, à une organisation européenne, finirait par effacer toute différence entre celle-ci et l'OTAN. Le discours américain, de façon générale, est que l'OTAN et l'UE tendent à se chevaucher, mais que seule l'OTAN dispose de la mainmise sur la défense et l'énergie. D'où l'importance d'une reprise en mains de la réforme de la défense par les Européens.

Alexandre Rougé

---

<sup>1</sup> Office of the High Representative, Bureau du Haut représentant : organe le plus élevé de l'exécutif en Bosnie-Herzégovine, aux pouvoirs discrétionnaires. Il est financé à 53 % par l'Union européenne et à 22 % par les Etats-Unis.